LETTRE D'INFORMATION

#1 - Avril 2022

ONU FEMMES

Programme Présence Sénégal

RÉDUIRE LES DISPARITÉS DE GENRE GRÂCE AUX CHIFFRES

LES FEMMES À L'ASSAUT DES MARCHÉS PUBLICS À THIES

RENFORCER LA PARTICIPATION ET LE LEADERSHIP POLITIQUES DES FEMMES

A LIRE : DANS LA PEAU D'UNE FEMME

EDITORIAL

Chers partenaires,

Vous avez entre vos mains la première newsletter trimestrielle d'ONU Femmes Sénégal. Cette publication reprend les activités phares de notre programme dans nos trois axes d'intervention que sont : la Gouvernance, le leadership et la participation politique des femmes, l'autonomisation économique des femmes et l'élimination de la violence à leur égard. Ce rendez-vous régulier sera un pont entre nous et les partenaires, les médias et le grand public.

Pour ne pas vous lasser avec des détails techniques et un jargon d'initiés, nous vous présentons ici un aperçu succinct mais révélateur des thématiques sur lesquelles nous travaillons et de la façon nous nous efforçons, jour après jour afin de rendre aux femmes la place qui leur est due.

Nous avons vu qu'il restait encore beaucoup de chemin à faire pour que les femmes atteignent l'autonomisation. L'un des plus grands freins est l'ampleur du travail domestique et des soins non rémunérés, qui constitue une lourde charge. Au Sénégal, les statistiques montrent que les femmes y consacrent quatre heures par jour, soit 12 fois plus que les hommes qui y consacrent 20 minutes seulement. Ces données incontestables montrent la nécessité de renverser la tendance, car pour atteindre la parité, il faut que les racines des inégalités soient mises à jour et connues de tous.

Autre fait qui entrave l'accès aux femmes à l'autonomisation économique : leur quasi-absence à la commande publique. Sur le plan mondial, les femmes ont accès à seulement 1 pour cent des commandes publiques. Au Sénégal, celles-ci s'élèvent annuellement à 2500 milliards de Francs CFA. Une manne financière qui permettrait aux PME et PMI de femmes de se développer.

Autre fait également, les hommes, évoluant dans une société qui leur fait la part belle, ne se rendent pas forcément des difficultés d'être une femme et de toutes les contraintes qu'elles subissent au quotidien, notamment dans les transports ou l'espace publics. Sous la plume d'un écrivain en devenir, qui l'espace de 24h se met « dans la peau d'une femme », nous vous en donnons un aperçu.

Pour ces quelques thématiques que nous venons d'énumérer, ONU Femmes au Sénégal apporte sa réponse à travers des projets spécifiquement taillés pour offrir aux femmes un meilleur accès aux marchés public, leur faciliter l'autonomisation et rendre l'espace public plus sûr. ONU Femmes s'active aussi dans l'agriculture et le changement climatique ainsi que la prise en compte et la valorisation du travail non rémunéré qu'effectuent les femmes quotidiennement. Cet ensemble, fait partie du travail que nous menons, lentement, mais sûrement pour éradiquer les violences faites à toutes ces femmes et filles qui soutiennent le monde.

Bonne lecture !

NOTRE MISSION

- Permettre aux femmes de diriger, participer et bénéficier également des systèmes de gouvernance ;
- Offrir aux femmes une sécurité du revenu, un travail décent et une autonomie économique ;
- Encourager et maintenir des cadres propices pour une vie exempte de toute forme de violence à l'égard des femmes et des filles.

NOS AXES DE TRAVAIL

- AXE 1 : Gouvernance, leadership et participation politique des femmes
- AXE 2 : Autonomisation économique des femmes
- AXE 3 : Elimination de la violence à l'égard des femmes

PROGRAMME SÉNÉGAL

Oulimata Sarr, Directrice Régionale ONU Femmes WCARO et Représentante Sénégal
Djenaba Wane Ndiaye, Coordonnatrice Nationale
Marie Sabara, Eradication des violences faites aux femmes
Rokhaya Gaye, Autonomisation économique
Fanta Sow, Gouvernance, Leadership et participation politique
Abdou-Karim Diouf, Affirmative procurement
Mahmouth Diouf, Statistiques

RENFORCER LA PARTICIPATION ET LE LEADERSHIP POLITIQUES DES FEMMES

Les élues locales se forment au leadership

Notre implication dans le processus électoral, dès les premières étapes est essentielle, car ce n'est qu'ainsi que nous pourrons garantir l'obtention de postes clé » affirme Marema, première adjointe au maire de la ville de Thiès, participante à la session de formation des femmes en leadership et participation politiques à Thiès, ce 3 mars 2022.

Pour contribuer à une meilleure représentativité des femmes dans les instances de décisions au niveau des conseils municipaux, départementaux et à l'Assemblée Nationale, ONU Femmes Sénégal met en œuvre deux projets conjoints : le Projet de territorialisation des ODD à la commune de Gueule Tapée Fass Colobane avec UNFPA, PNUD, et UNICEF ; et le programme d'accompagnement des femmes pour améliorer leur participation et leadership politiques dans les régions de Thiès, Dakar, Louga et Saint-Louis avec le PNUD.

Deux cent femmes leaders seront initiées aux outils numériques, formées sur le processus électoral, le rôle des femmes pour la paix et la sécurité en période électorale, les techniques d'expression et de plaidoyers sur la communication politique et la construction d'argumentaire de campagne, le leadership et les principes de gouvernance locale. A là fin, elles seront organisées en réseau à Thiès, Dakar, Louga et Saint-Louis.

A Gueule-Tapée - Fass - Colobane, où s'est tenue la première session de formation, les 35 conseillères municipales ont renforcé leurs capacités sur le genre et le leadership ; la communication en politique ; les rôles, responsabilités et prérogatives juridiques d'une conseillère municipale ; les éléments clés de l'acte 3 de la décentralisation.

Ces modules, divers et complémentaires *« viennent, très tôt donner aux élues locales, dès le début de leur mandat, les outils qui leur permettront d'assurer au mieux leur mission au sein de leurs conseils municipaux respectifs. Et cela est essentiel. Les modules de formation sont très pertinents car ils les dotent de compétences et de connaissances qui leur permettront d'occuper pleinement et en toute confiance leur place d'élues, pour qu'elles ne soient pas que spectatrices »*, selon Abdoulaye Sakho, agent à la direction du développement communautaire de Thiès. Dans le même ordre d'idées, Mariétou, de la commune de Fass-Gueule Tapée-Colobane affirme : *« Ce qui m'a le plus marquée durant ces trois jours de formation, c'est le module sur la communication. On nous a appris la manière dont un leader doit communiquer, qu'il doit respecter sa parole, être humble et être au chevet des populations qui l'ont élu. »*

C'est la première fois dans son histoire que la commune de Fass atteint la parité au niveau de la mairie, douze ans après la loi sur la parité, votée en 2010 et visant l'égale participation des femmes et des hommes aux instances électives et semi-électives. D'où l'intérêt de cette formation qui vient *« dès le départ nous équiper, pour faire de nous de meilleures élues »* affirme Ndèye Seyni, entrée en politique en 1978.

Le chemin pour arriver à la parité parfaite est encore long et parsemé d'écueils. Les résultats des élections locales de 2022, avec seulement 18 maires élues, sur 557 (3,23%), montrent que des efforts restent à faire, notamment dans la représentativité des femmes aux postes de décision. Si la situation est meilleure du côté des parlementaires, elle doit néanmoins évoluer.

En 2017 par exemple, à l'issue des élections législatives, elles étaient 69 femmes, pour 96 hommes, soit environ 42 % des députés. Mais en y regardant de plus près, sur les 11 commissions parlementaires, seules 2 sont dirigées par des femmes. Les législatives de juillet 2022 sont par ce fait un rendez-vous électoral

clé pour les femmes qui souhaitent faire partie de la XIVe législature, comme Marema Ndiaye, première adjointe au maire de la ville de Thiès : « *Nous venons de passer le cap des élections locales, mais il nous reste encore d'autres échéances comme les élections législatives auxquelles les femmes doivent participer. En ce sens, cette formation en leadership féminin nous donne les outils pour être mieux représentées au niveau de nos partis politiques et ensuite au niveau des instances de décision.* »

Cette série de formations qui a débuté en mars prendra fin avec les sessions de Louga et Saint-Louis en avril. Les femmes formées dans chaque commune devront travailler sur un plan d'actions des femmes élues locales afin de continuer le réseautage et la démultiplication des connaissances acquises ■

POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES FEMMES DANS LES BUDGETS PUBLICS

Session de formation à la budgétisation sensible au genre à Dakar

Dans le cadre du projet Women Count – Les Femmes Comptent, ONU Femmes, en partenariat avec l'ANSD a organisé une série de formations sur la budgétisation sensible au genre. L'ensemble des ministères sectoriels du Système statistique national (SSN), ainsi que divers organes publics tels que le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) qui constituent le Comité Multipartite (CM) ont participé à cette série de deux formations, qui a été clôturée le 18 mars à Dakar. En tout, 60 fonctionnaires ont été formés.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Women Count au Sénégal, ONU Femmes et l'ANSD ont convenu un ensemble d'activités à mener, notamment la création d'un Comité Multipartite (CM) chargé d'élaborer le plan d'actions à mettre en œuvre, pour une prise en compte au niveau central et régional de l'aspect genre dans la production statistique. Ce comité est composé de représentants de structures du Système statistique national, de parlementaires, de hauts conseillers de la République, d'organisations non gouvernementales et de représentants des partenaires techniques et financiers (PTF)

L'un des objectifs de ces formations est que des initiatives de budgétisation sensible au genre soient menées par les départements ministériels.

La budgétisation sensible au genre est une prise en compte du genre dans le budget des départements ministériels et programmes publics. C'est une nouvelle méthode comptable visant à rendre visible l'impact des politiques publiques sur les femmes, à toutes les étapes du processus budgétaire. Elle consiste à relever les disparités de genre dans toutes les actions qui composent les programmes publics et à proposer et budgétiser des activités en vue de corriger les disparités dans les décisions budgétaires.

Elle permet de contrôler la façon dont les budgets répondent aux priorités des femmes et dont les gouvernements utilisent les fonds publics pour réduire la pauvreté, promouvoir l'égalité des sexes, assurer l'autonomisation des femmes, réduire les taux de mortalité maternelle et infantile, etc. ■

DES STATISTIQUES POUR INFORMER SUR LES INÉGALITÉS DE GENRE

Atelier de restitution des travaux de recherche relatifs à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes

Lors d'un atelier tenu le 15 mars à Dakar, l'ANSD a procédé à la restitution de quatre études inédites sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'objectif de cet atelier était de partager et valider les principaux résultats, présenter les approches méthodologiques et décliner les recommandations.

Ces travaux de recherches approfondies ont porté sur : les déterminants des violences faites aux femmes ; les déterminants de l'accès différentiel à l'éducation des hommes et des femmes ; la contribution de l'entreprenariat et du leadership féminin au PIB ; les disparités d'accès à l'emploi formel des hommes et des femmes.

Les études produites mettent en exergue des thématiques qui auparavant n'étaient pas toujours traitées. Elles permettront d'alimenter substantiellement les actions d'ONU Femmes mais aussi les politiques publiques en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Ces rapports viendront également enrichir les connaissances des professionnels de l'information. Ces derniers pourront servir de pont entre les résultats de ces analyses et le grand public, qui pourra ainsi prendre connaissance du chemin à faire pour atteindre l'égalité des sexes.

Au niveau des Nations Unies, lors de la 4ème Conférence des Nations Unies sur les Femmes, organisée en 1995, figure la mise en place de « *moyens de statistique adéquats afin de reconnaître et de rendre visible l'ampleur du travail des femmes et l'ensemble de leurs contributions à l'économie nationale, y compris leur contribution dans les secteurs domestique et non rémunéré* ». Au Sénégal la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique préconise la désagrégation et la diffusion d'indicateurs et d'informations statistiques selon le genre.

Les statistiques de genre demeurent donc indispensables dans les programmes et politiques de suivi des conditions de vie de la femme, de ses rapports avec les hommes, de l'accès et la gestion des ressources.

Ces études ont été menées grâce au programme « Women Count – Les Femmes comptent » Sénégal financé principalement par l'AFD et ONU Femmes, et dont l'objectif est d'aider les pays à accélérer le processus de réalisation des ODD et de suivi de leur mise en œuvre.

La publication de ces études inédites sur des thématiques cruciales dans la lutte contre l'élimination de toutes discriminations à l'égard des femmes est une étape importante pour contribuer à l'atteinte des objectifs du Programme Women Count ■

Les versions finales de ces rapports d'études seront disponibles sur le site de l'ANSD : www.ansd.sn

KESAKO ?

La violence à l'égard des femmes et des filles constitue une atteinte grave aux droits fondamentaux. Ses conséquences sur la santé physique, sexuelle et mentale des femmes et des filles sont multiples ; elles peuvent être immédiates ou de long terme, et incluent la mort. La violence a des effets négatifs sur le bien-être général des femmes et les empêche de participer pleinement à la vie sociale. Les conséquences néfastes de la violence n'affectent pas seulement les femmes, mais également leurs familles, leur communauté et leur pays. En outre, les coûts de la violence sont très élevés, se traduisant aussi bien par des dépenses supérieures en matière de soins de santé et de frais juridiques que par une perte de productivité. Ceci a un impact sur les budgets nationaux, et, plus globalement, sur le développement.

LES PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION À L'ÉCOLE DES STATISTIQUES

Formation de 30 journalistes sénégalais à l'utilisation des statistiques de genre

Pour combler un accès limité des statistiques de genre et faciliter leur compréhension pour une meilleure utilisation, ONU Femmes en partenariat avec l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) a organisé un atelier de formation à l'intention de 23 professionnels de l'information sur les sources et l'utilisation des statistiques sensibles au genre entre le 1er et le 3 mars 2022 à Dakar.

Khady Bâ, Statisticienne, chargée d'études à l'ANSD : *« A lecture de certains articles, on se rend compte que les chiffres peuvent être mal interprétés surtout dans l'analyse des disparités de genre. Cette formation a ainsi pour objectif d'installer le débat sur le genre et en fournir une meilleure compréhension. Les journalistes sont des canaux de partage de l'information. S'ils ne comprennent pas comment faire l'analyse des statistiques de genre, ils ne pourront pas fournir la bonne information à leur public. »* C'est donc pain bénit pour les professionnels de l'information qui peinent à trouver les informations et lorsqu'ils en trouvent, hésitent à les utiliser.

Les statistiques de genre expriment non seulement les données désagrégées par sexe, mais aussi les besoins et les aptitudes distinctes des hommes et des femmes dans différents domaines. Elles sont à la fois des outils d'alerte pouvant influencer l'opinion du public et des mécanismes d'aide à la prise de décision qui peuvent guider les politiques du gouvernement. Ces statistiques sont essentielles au travail des journalistes.

Pour Samba Barry, reporter à Walf Quotidien, *« La difficulté avec les statistiques est que les interprétations peuvent être biaisées. Grâce à cette formation, nous avons les outils qui nous permettent de bien interpréter les chiffres pour donner la bonne information. »*

Khady Bâ l'avait d'ailleurs noté : *« Durant la formation, je me suis rendu compte que la plupart des journalistes qui n'utilisent pas des chiffres, hésitent à le faire parce qu'ils craignent de faire une mauvaise interprétation. Certains ont mis en exergue le fait que les informations ne sont pas disponibles et d'autres affirment ne pas savoir où chercher ou ne sont pas au courant que certaines données existent. »*

L'un des points d'orgue de ces trois jours de formation a été la précision de la notion de genre, souvent sujette à polémique sous nos cieux. En effet, selon Adama Ly, journaliste à l'Agence de Presse Sénégalaise : *« Les premières sessions nous ont permis d'avoir une compréhension beaucoup plus pointue des questions de genre. Cela nous a permis de lever certaines équivoques. Car lorsqu'on parle de genre, beaucoup pensent qu'il y a d'autres problématiques derrière alors que le genre est une question de développement, en ce sens qu'il concerne les rapports sociaux entre hommes et femmes. (...) Connaître le nombre de femmes et leurs domaines d'activités dans chaque secteur fournit une meilleure visibilité sur les politiques publiques. Il est essentiel pour les journalistes de comprendre ces concepts et d'être en mesure d'interpréter les chiffres. »*

Cette première session de formation est en quelque sorte une préparation des journalistes à la sortie prochaine de cinq rapports d'études réalisés dans le cadre du programme Women Count. Ces études portent sur les problématiques sensibles aux violences basées sur le genre, à l'emploi formel, à l'éducation, au travail non rémunéré, à la contribution économique des femmes et à l'entreprenariat féminin.

En août 2020, ONU Femmes et l'ANSD ont signé une convention de partenariat pour la mise en place d'un mécanisme de renforcement de la production et l'utilisation des données sensibles au genre et à développer, entre autres, les capacités des producteurs et utilisateurs de ces données. Ce projet fait partie du programme mondial « Women Count » (Les femmes comptent). D'une durée de trois ans, Women Count Sénégal, financé principalement par l'Agence Française de Développement (AFD), a été élaboré pour fournir des statistiques de genre de qualité et de suivre les ODD de manière efficace ■

ENTRETIEN AVEC UNE INSPIRATION EN ACTION

Aïcha SOW, Doctorante en virologie moléculaire

« J'ai longtemps cherché ma voie - dans les études - parce que je n'avais pas de modèles pour m'inspirer. »

Aïssatou Aïcha Sow est doctorante en virologie moléculaire à l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS), au Canada. Actuellement chercheuse dans un laboratoire, elle travaille sur le virus Zika et a participé aux recherches et à la vulgarisation scientifique lors de la pandémie de COVID-19. Initiatrice d'une bourse pour les jeunes sénégalaises en STEM (Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques), elle est active sur les réseaux sociaux, dont elle se sert pour montrer ses expériences et inspirer les filles à s'engager dans les filières scientifiques.

Quel a été votre parcours ?
J'ai eu un long parcours non linéaire. J'ai commencé par un bachelor (B.Sc.) en biologie mais ce programme d'étude ne me plaisait pas. Ensuite, j'ai entamé un B.Sc en Sciences Biomédicales et puis un master (M.Sc.) en génétique. J'ai abandonné ce master pour en entreprendre un autre en Biochimie appliquée à l'industrie. Actuellement, je suis en quatrième année de doctorat en virologie et immunologie à l'Institut National de la Recherche Scientifique et je travaille comme chercheuse dans un laboratoire. Mes domaines de recherche portent principalement sur le virus Zika et sur celui de la dengue.

Pourquoi avez-vous mis autant de temps à trouver votre voie ?
Le baccalauréat scientifique en poche, je ne savais pas quelle formation universitaire entreprendre. À cette époque, je croyais que la science se limitait à la médecine et à la pharmacie, alors que je ne me voyais pas être médecin ou pharmacienne. J'ai longtemps cherché ma voie - dans les études - parce que je n'avais pas de modèles pour m'inspirer. Je ne connaissais pas de femmes scientifiques qui auraient pu me donner l'envie de découvrir et faire d'autres métiers dans le domaine des sciences. Je ne savais pas qu'il existait des métiers comme biochimiste, biologiste ou encore virologiste.

Selon vous, est-ce que les scientifiques sénégalaises sont sur le devant de la scène ?
De manière générale, les femmes scientifiques sont de plus en plus reconnues. Cependant, le profil de scientifiques africaines reste très peu connu. C'est pour cela qu'en 2020, j'ai créé sur Twitter le hashtag #WomenInSTEMInspire pour trouver des femmes dans les STEM et pour qu'elles parlent de leurs parcours, de leur quotidien, de leur source de motivation et des défis auxquels elles font face. Je voulais également offrir à d'autres jeunes filles la chance que je n'ai pas eue : celle d'avoir des modèles pour leur montrer la route. Grâce à cet hashtag, j'ai pu rencontrer plusieurs femmes qui ont confirmé ce que je pensais : elles se sont lancées dans les études puis dans les carrières sans avoir de modèles.

Tout au long de votre parcours, quelle a été votre plus grande difficulté ?
En plus du défi de manque de modèles, en tant que sénégalaise, l'autre difficulté, ce sont les réflexions : « Tu es à l'université depuis 12 ans, quand vas-tu arrêter ? ». Certains vont jusqu'à dire que je ne trouverai pas le temps de fonder une famille si j'en consacre autant pour les études et la recherche !
Dans nos cultures, où le rôle de la femme est principalement axé autour de la gestion de la maison et de l'éducation des enfants, c'est mal vu de mener une longue carrière scientifique. Par exemple, je sais lorsque mes journées commencent mais je ne sais jamais quand elles se terminent, et cela est souvent incompréhensible.

Je pense que les réflexions viennent du fait que les gens méconnaissent le milieu scientifique, souvent

mythifié et où on pense que les femmes n'ont pas leur place. Je prends ces réflexions comme elles sont : un manque d'informations.

Que faites-vous pour aider d'autres jeunes filles à emprunter le même chemin que vous ?
J'ai créé une bourse de persévérance qui s'appelle « Jigeen [femme en wolof] in STEM». L'année dernière, six bourses ont été octroyées pour permettre à des jeunes filles intéressées par les STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) de couvrir leurs fournitures scolaires et les frais d'inscription. Pour le moment, je finance cette bourse avec mes propres moyens, mais j'aspire à trouver des sources de financement pour la pérenniser.

Sur les réseaux sociaux, je reçois des messages de femmes qui se disent inspirées par mon parcours. J'essaie d'être le mentor de certaines jeunes filles pour leur apporter mon soutien tant au niveau personnel que professionnel. Selon un rapport récent de l'UNESCO, seuls 23 pour-cent des chercheurs sénégalais en sciences naturelles sont des femmes, alors que nous représentons plus de 50 pour-cent de la population. Les femmes intègrent de plus en plus les domaines scientifiques, mais elles n'y restent pas. À mon avis, il faut faire en sorte qu'elles puissent développer une carrière scientifique épanouissante et pérenne. Les individus ne réalisent pas forcément tous les défis auxquels les femmes sont confrontées dans leur carrière scientifique. Les décideurs devraient s'y pencher en mettant en place des programmes et des politiques destinés aux femmes afin de briser le plafond de verre qui les empêche d'avancer.

Aïssatou Aïcha Sow, par son engagement, œuvre à l'atteinte de l'ODD 4, dont l'objectif est de fournir une éducation de qualité et accessible aux jeunes filles et aux femmes ■

CITATION DU MOIS

ONU FEMMES

Il n'existe pas de père qui voudrait que, sa fille soit maltraitée, soit violée, soit tuée par un mari ou un frère jaloux ou colérique, soit harcelée dans la rue, vive dans la pauvreté ou perçoive, à travail égal, une rémunération moindre que celle d'un homme.

— *Le comptoir des évidences*

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LEADERSHIP FÉMININ

Célébration de la Journée Internationale de la Femme du 8 mars 2022, autour du thème « L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable »

« L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable », telle est la thématique de la Journée Internationale des Femmes de cette année. En ce 8 mars, l'accent est mis sur les effets que le changement climatique a sur les femmes, qui jouent notamment un rôle crucial dans l'agriculture. Parce qu'elles en constituent plus de 70% de la main d'œuvre et en raison de leur forte dépendance aux ressources naturelles, pour l'agriculture et pour leurs tâches domestiques, elles sont particulièrement touchées par le changement climatique. Pourtant, leur accès à ces ressources naturelles est moindre, malgré leur responsabilité disproportionnée dans l'obtention de la nourriture, de l'eau et du carburant.

Le Sénégal, à l'instar des pays du Sahel, est très vulnérable au changement climatique en plus de la forte dépendance de son économie à l'agriculture. Le nord du pays, zone essentiellement agricole et pastorale est particulièrement affecté par les effets du dérèglement climatique. ONU Femmes s'y active pour soutenir les agricultrices qui sont en première ligne du changement climatique : « *Afin de limiter les contraintes que le changement climatique fait peser sur les rendements agricoles, ONU Femmes a mis en place le projet d'Appui aux Femmes dans l'Agriculture et le Développement Durable en 2018. Grâce à un financement d'1,8 million de dollars US de BNP Paribas, nous avons pu renforcer les capacités de près de 16 000 femmes du Réseau des Femmes Agricultrices du Nord. Ce projet a fourni à ces agricultrices leurs connaissances sur l'agriculture résiliente au changement climatique, à travers l'expérimentation des champs-écoles de production et l'utilisation d'équipements de pointe tels que les drones agricoles* » explique Oulimata SARR, Directrice Régionale d'ONU Femmes Afrique de l'Ouest et du Centre.

Outre ses effets sur l'agriculture, l'érosion côtière est un des effets les plus spectaculaires du changement climatique. A Saint-Louis, une première vague d'environ 800 réfugiés climatiques a fui la langue de Barbarie, à cause de la destruction de leurs maisons par l'avancée inexorable de la mer. Actuellement, ils seraient des milliers à être directement menacés de perdre leurs habitats et leurs moyens de subsistance. Parmi ces victimes du changement climatique, on compte une majorité de femmes et de filles.

Les effets, nombreux, actuellement, continueront d'augmenter, si des mesures ne sont pas prises. Les femmes devraient jouer un rôle de premier plan dans la recherche de solutions, parce qu'elles sont les plus durement affectées. Pour que les mesures d'adaptation soient efficaces pour elles, elles doivent être mises en place par des femmes, pour la prise en compte de leurs besoins spécifiques.

Les femmes et les filles prennent des mesures en faveur du climat et de l'environnement à tous les niveaux, mais leur voix, leur libre-arbitre et leur participation sont sous-soutenues, sous-financées, sous-évaluées et sous-reconnues. Mme Ndeye Saly Diop DIENG, Ministre de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection de l'Enfance insiste sur ce point crucial et ajoute que « *le défi à relever porte sur le renforcement du leadership des femmes et des filles, afin qu'elles puissent développer davantage d'initiatives responsables et continuer à faire entendre leurs voix pour jouer un rôle plus déterminant dans la prise en charge des décisions pouvant garantir un développement durable.* »

Les femmes et les filles jouent un rôle central dans la lutte, l'atténuation et la résolution de la crise climatique. Elles sont plus susceptibles de tenir compte de leur famille et de leur communauté dans les processus de prise de décision, ce qui permet une action climatique plus holistique et plus efficace. Leur inclusion dans les processus décisionnels, ainsi que l'inclusion de la perspective du genre dans les politiques climatiques et environnementales sont essentielles à une action climatique efficace ■

D'OÙ JE ME TIENS : « la rareté et l'irrégularité des pluies (...) m'inquiète. »

Sina Diagne, agricultrice dans le Nord du Sénégal nous parle de son vécu des effets du changement climatique.

« Avant, nous connaissions avec précision les périodes de semis et les périodes de récolte alors que ce n'est plus le cas. A cela s'ajoute la rareté et l'irrégularité des pluies. Tout est perturbé ; la situation actuelle m'inquiète.»

Sina Diagne fait partie du Réseau des femmes agricultrices du Nord, situé dans les régions de Saint-Louis et Matam, au nord du Sénégal. Productrice de riz à Ross Bethio, elle a bénéficié du programme AgriFed qui a fourni des champs-école à 125 femmes du réseau, afin qu'elles puissent s'adapter au changement climatique. Car comme un peu partout, les effets des dérèglements du climat affectent les rendements agricoles. Ce qui constitue une menace pour les petits producteurs dont l'agriculture est la seule activité.

« L'agriculture est mon activité principale, ce qui fait que je ne peux pas rester inactive. Je travaille en hivernage, mais je fais aussi des cultures de contre-saison. Le rallongement de la durée de maturité de ces dernières affecte les cultures d'hivernage. A cause de cela, il m'arrive de ne pas avoir le temps de préparer les champs à temps, ce qui me pousse à abandonner parfois quelques hectares. Là où il nous arrivait de récolter 100 sacs par hectare, nous dépassons rarement les 60 sacs actuellement...

Le changement climatique a profondément modifié notre façon de vivre et notre mode de travail. Nous en entendions seulement parler, mais actuellement, nous le vivons de plein fouet. Nous avons commencé à remarquer ses effets il y a 4 ou 5 ans. Auparavant, nous avions un calendrier cultural stable. Nous connaissions avec précision les périodes de semis et les périodes de récolte, alors que ce n'est plus le cas, à cela s'ajoute la rareté et l'irrégularité des pluies. Tout est perturbé ; la situation actuelle m'inquiète.

Il y a quelques années, lorsque nous faisions des cultures de contre-saison de riz, les conditions étaient excellentes tandis que maintenant, avec les dérèglements dans les saisons, il peut faire chaud une semaine et très froid la suivante. Cela perturbe la durée de maturité du riz.

Le changement climatique a également eu un impact négatif sur nos activités de maraîchage. Nous récoltions d'énormes quantités de tomates, mais maintenant, au mois de mars, il y a un vent qui détruit tous nos plants ainsi nos cultures de piment et d'oignon.

Ce qui nous aide pour faire face, ce sont les informations météorologiques que nous recevons régulièrement sur nos téléphones grâce à l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM). Par exemple, s'ils nous disent qu'il y a une vague de canicule qui s'annonce, nous arrosons nos terres avec beaucoup d'eau, afin que nos cultures ne souffrent pas trop. Ce sont les seules mesures d'adaptation que nous avons pour le moment.

Nous-même essayons de sensibiliser sur les mesures d'adaptation, comme le reboisement. Je n'ai pas fait d'études, mais je sais que la pollution de l'air peut être arrêtée ou atténuée par les arbres. Nous avons appris cela lors de formations organisées par ONU Femmes.»

L'expérience d'ONU Femmes démontre que le renforcement de la résilience dans l'agriculture exige une approche intégrée qui aborde simultanément la sécurité du régime foncier ainsi que l'accès à d'autres actifs productifs dans le contexte de changement climatique. A travers ses interventions, à l'horizon 2023, AGRIFED vise à autonomiser économiquement plus de 30 000 agricultrices sénégalaises et à renforcer leur résilience face aux changements climatiques. Ce projet contribue par ailleurs à l'atteinte des objectifs 5 (Egalité des sexes) et 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) ■

LES ENTREPRENEURES DE THIÈS À L'ASSAUT DES MARCHÉS PUBLICS

ONU Femmes, en partenariat avec l'ARMP, comble le manque d'informations des femmes entrepreneures pour qu'elles accèdent aux marchés publics

Elles devaient être 50, puis finalement 64 à répondre à l'appel de la chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Thiès. C'est montrer l'engouement des femmes entrepreneures thiessoises pour la session de renforcement de capacités en passation des marchés, qui s'est déroulée du 22 au 25 mars 2022. Une formation d'ONU Femmes et de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), dont l'objectif était de donner aux femmes de la région de Thiès des outils et des savoir-faire leur permettant d'avoir accès à la commande publique.

En effet, la connaissance des procédures de passation des marchés publics parmi les Petites et Moyennes Entreprises de femmes (PMEF) reste faible. Tel que révélé par le recensement général des entreprises de 2017, seuls 12 % des entrepreneurs individuels – la catégorie où les femmes sont les plus représentées – en sont informés. Par ailleurs, la connaissance des marchés publics est plus faible dans les secteurs où les femmes sont les plus représentées (13,6 % pour les services personnels, 10 % pour les détaillants et 9,5 % pour le secteur hôtelier).

Ce manque d'informations, ainsi que les préjugés qui entourent les marchés publics, elles ont été unanimes à l'évoquer durant les 4 jours de formation : *« Les marchés publics, j'en entendais seulement parler, mais je ne savais pas exactement ce que c'était. Je n'en connaissais que des rumeurs, notamment liées à la corruption qui existe dans ce domaine »* explique Fatou Diouf, restauratrice à Thiès. Même son de cloche chez Ben Gueye, l'un des deux hommes de cette session, chef d'une entreprise de métallurgie : *« Je pensais que les marchés publics étaient inaccessibles lorsqu'on n'avait pas de "bras long" pour nous introduire. Du coup, je pensais qu'il était inutile de postuler. Ces quatre jours de formation m'ont prouvé le contraire et m'ont donné l'audace de postuler aux offres faites par l'État.»*

Briser les mythes et les tabous autour de la commande publique était donc un préalable, lorsqu'on sait que cette dernière représentait 17 % pour cent du PIB du Sénégal en 2017, soit une masse financière de plus de 2500 milliards de Francs CFA. Les marchés publics offrent donc une opportunité majeure aux femmes d'accéder à des sources de revenus leur permettant d'agrandir leurs entreprises et de s'assurer une plus grande autonomisation.

Pour Adja Fatou Seck, qui évolue dans la transformation de produits agroalimentaires, cette formation est une première : *« c'est la première fois que je reçois une formation de ce type. Elle m'ouvre à de nouvelles opportunités pour trouver des marchés. Car pour nous femmes entrepreneures, le principal problème qui se pose, c'est l'écoulement de nos produits. J'arrive à vendre à de grandes surfaces, mais parfois elles tardent à payer, ce qui me peut porter préjudice. Maintenant, non seulement je peux trouver de nouveaux marchés, mais je sais à quelle porte frapper pour faire face à un retard de paiement à la suite d'une commande.»*

Cette session d'informations et d'échanges fait partie d'une série de formations dont la première phase se déroulera jusqu'au 30 juin 2022 dans plusieurs régions du Sénégal pour renforcer les compétences du tissu entrepreneurial local. Au total 500 femmes triées sur le volet seront formées en 2022. Elles seront choisies entre autres par leurs capacités de démultiplier les connaissances reçues en les partageant avec leurs pairs.

Au fil des échanges, ONU Femmes et l'ARMP ont réussi à lever énormément d'équivoques, permettant à ces femmes, seules ou en groupes, d'aller à l'assaut de la commande publique. Une vision que partage Fatou Diarra, transformatrice de céréales locales : *« Auparavant, je croyais que les marchés publics étaient destinés aux grandes entreprises. Je me rends compte qu'aussi petite soit une entreprise, elle peut y prétendre. Maintenant, je sais aussi que pour postuler, on peut s'y mettre à plusieurs pour pouvoir assurer la commande. Les marchés publics ne nous sont pas fermés.»*

Le projet ***« Lier les besoins en matière de commande publique avec les Petites et Moyennes Entreprises (PME) gérées par les femmes au Sénégal »*** est piloté par ONU Femmes et l'ARMP en collaboration avec la Banque Mondiale, sur un financement de l'initiative pour le financement de l'entreprenariat féminin - We-Fi (Women Entrepreneurs Finance Initiative). Le projet a pour objectif de contribuer à la croissance des PME gérées par les femmes (PMEF) en améliorant leur accès aux marchés publics. L'intervention vise ainsi à alléger certaines des principales contraintes qui pèsent à la fois sur la demande (le Gouvernement en tant qu'acheteur) et sur l'offre (les PMEF) des marchés publics, grâce, notamment à des sessions de renforcement de capacités ■

POUR UNE POLICE SÉNÉGALAISE PLUS SENSIBLE AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Formation des formateurs au Manuel sur les services de police sensibles au genre pour les femmes et les filles victimes de violence

« Il ne se passe pas un jour sans que nos enquêteurs ne travaillent sur les questions de violences faites aux femmes. » Pour la Commissaire Guissé, cela justifie amplement cette session de formation des formateurs sur le Manuel sur les services de police sensibles au genre pour les femmes et les filles victimes de violence. Ce manuel, développé pour soutenir le « ***Paquet de services essentiels pour les femmes et les filles victimes de violence »***, a été déployé en janvier 2021, dans 22 pays dont le Sénégal.

Deux sites pilotes ont été choisis pour le déploiement du manuel : le Commissariat de Mbao (zone semi-urbaine) et le Commissariat de Reubeuss (zone urbaine).

Dans ce cadre, ONU Femmes, entre le 28 février et le 1er mars, a facilité la formation d'une cohorte de 30 personnes, dont des officiers de police, des commissaires provenant de divers services de police de la ville, des pionnières de la police (retraitées de la police), des formateurs de l'École Nationale de Police, etc.

L'objectif de cette formation était de renforcer les cadres intermédiaires, les leaders de la police sénégalaise et l'Ecole Nationale de Police afin qu'ils puissent déployer le manuel et autonomiser au maximum la police sénégalaise dans la vision d'une police sensible au genre et pouvant renforcer leurs réponses aux violences faites aux femmes et aux filles.

« Cette formation a été bénéfique pour nous, officiers de police judiciaires, mais aussi pour les autres participants qui sont en majorité des enquêteurs et qui, quotidiennement travaillent sur les violences faites aux femmes et aux filles. Elle vient renforcer nos capacités dans la prise en charge de victimes de violences qui sont des infractions à part entière. La prise en charge obéit à des règles, notamment sur l'accueil de la victime, qui est primordial. En plus du référencement, c'est la thématique qui est revenue le plus durant la formation » assure Binetou Guissé du Commissariat d'arrondissement de Zac Mbao.

En formant la police sénégalaise pour de services de police sensible au genre, ce manuel leur permettra d'assurer un meilleur service aux victimes de violence tout en renforçant la confiance des victimes à leur égard.

Pour l'adjudant de police Issa Wade, *« cette formation de formateurs sur le manuel est une première. Honnêtement, elle a changé l'approche que j'avais dans le domaine des violences faites aux femmes. Souvent, à l'accueil, on peut avoir des préjugés sur les victimes. Grâce à cette formation, je pourrais améliorer l'accueil au niveau de notre commissariat. Je suis prêt à transmettre les connaissances reçues afin que mes collègues soient bien informés sur les violences faites aux femmes et aux filles. »*

L'élaboration et la mise en œuvre du manuel sont le fruit du partenariat entre ONU Femmes, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) et l'Association Internationale des Femmes Policiers (IAWP). Ce travail toujours en cours, est la clé pour faire évoluer le manuel, en fonction des retours que feront les usagers au quotidien. En ce sens, la Commissaire Guissé ajoute : *« nous nous sommes également familiarisés avec le volumineux manuel. Ce qu'il faut faire maintenant est de lancer officiellement le manuel et de démultiplier la formation reçue, afin de le déployer dans toutes les régions du Sénégal, faire un maillage national afin que tous les enquêteurs, de toutes les polices du pays puissent avoir le manuel et en faire leur livre de chevet »* ■

DANS LA PEAU D'UNE FEMME

Nouvelle de Bachir Diouf

Dans la peau d'une femme est une courte nouvelle dans laquelle Bachir, jeune auteur, brosse finement le portrait d'une journée de la vie d'une femme, qui dans son «je» anonyme représente toutes les femmes. Sous sa plume très sensible, il nous montre une réalité souvent occultée aux regards : la diffcile condition féminine, dans le monde du travail ou dans la rue. Cet aperçu est très révélateur, en ce sens qu'il lève un coin du voile sur les difficultés que les femmes vivent et subissent, dans tous les domaines de la vie, à chaque heure du jour.

J'étais fatiguée, physiquement et émotionnellement. Les jours passaient et se ressemblaient, tous remplis de frustrations. Au bureau, dans la rue, sur la route, je n'avais la paix nulle part.

J'avais découvert ce matin-là qu'Issa, l'autre manager, arrivé deux ans et demi après moi, sur le poste que j'occupais, seule, pendant deux ans, gagnait vingt pour-cent de plus que moi. Et quand je m'en étais ouverte à mon N+1, en fin de journée, juste avant de rentrer, il me dit que cet écart se justifiait par le risque, moindre pour lui, d'absences liées à la grossesse ou l'une de ces autres choses qui n'arrivaient qu'aux femmes. Il me dit qu'il avait souffert quand je suis partie en congés maternité, six mois plus tôt, parce que personne n'avait accepté de pallier mon absence — malgré le fait qu'il savait, à la taille de mon ventre, et parce que je le lui avais dit, que mon départ était inéluctable —, que la quantité de travail que j'abattais était colossale mais que mes indisponibilités à répétition — parce que mon corps me rappelle, tous les mois, de la pire des manières, que je suis une femme et parce que je ne pouvais pas venir au bureau quand cela arrivait — que mes indisponibilités l'indisposaient, qu'il fallait recruter, que c'était le prix à payer pour lui enlever cette charge mentale et qu'il lui restait juste assez de budget pour ce faire. Il n'a pas manqué de me signifier au passage que j'étais encore en poste, et que c'était là la preuve de sa magnanimité, qu'il a bataillé pour me garder, par reconnaissance pour le travail abattu et les services rendus, sous-entendant ainsi que j'étais maintenant payée à ne rien faire, alors que, en réalité, très peu de choses manquait à ma charge de travail ordinaire, et, alors que, avant, je compensais toute absence par une présence prolongée au bureau. Nous en avions convenu, lui et moi, après que je le lui avais proposé…

Je n'avais rien contre Issa, on s'entendait plutôt bien. D'ailleurs, c'est comme cela que j'ai su, au détour d'une conversation, qu'il gagnait plus que moi, pour quelqu'un qui était arrivé deux mois auparavant et que j'étais chargée d'initier et d'habituer aux rouages de ce poste. J'y ai pensé : peut-être son intention était-elle de me renvoyer dès qu'Issa serait autonome…

Après son explication, je ne sus rien dire. Je me levai et pris la porte sans un mot, me promettant

que ma lettre de démission serait la première chose qu'il verrait le lendemain matin. Je ne savais pas si je respecterais le préavis qui seyait, mais j'étais sûre que je n'attendrais pas qu'on me dît de partir pour rassembler mes bagages et que je trouverais un lieu ou mon expérience et mon travail seraient valorisés, ou, du moins, j'essayais de m'en convaincre.
Arrivée à ma voiture, je me rendis compte, encore une fois, que le laveur n'y avait pas touché. Je ne relevai pas ; je n'avais pas le temps pour. J'étais fatiguée et bébé m'attendait à la maison.

Je demandai ma clé et m'installai au volant pour aller retrouver ma fille qui avait bientôt cinq mois. Conduite tranquille, comme d'habitude : les chauffeurs de taxi, toujours aussi amènes envers les femmes, qui me disputaient la priorité ; les klaxons interminables quand je tardais à démarrer dans les embouteillages ; les policiers qui m'arrêtaient toutes les deux minutes pour causer de la pluie et du beau temps, de mon feu arrière qui pourrait ne pas marcher, de mon numéro que je refusais de donner — bien que j'eus dit et répété que j'étais mariée et mère, vu qu'une femme n'existait à leurs yeux que par un homme… plus maintenant, apparemment.

Je réfléchissais encore à tout ce que j'aurais aimé voir et vivre et qu'il me serait difficile maintenant de découvrir vu que bébé était là, tout ce à quoi j'avais renoncé, maintenant qu'elle était venue au monde, à cette culpabilité que je ressentais, du fait de «l'égoïsme » dont je pensais faire montre en pensant autant à moi, ce qui était considéré comme un crime dans cette société, à cette dépression que je cachais, parce qu'en parler à des gens qui avaient une si haute estime de moi qu'ils ne comprendraient pas achèverait de m'abattre, entre autres pensées qui peuplaient l'esprit d'une nouvelle maman ; je réfléchissais encore à tout cela lorsqu'un taxi débarqua à l'angle de la rue perpendiculaire à la nôtre. Malgré le fait qu'il me vit, seule dans la rue étrécie par les véhicules garés de part et d'autre, si bien qu'il ne restait plus de place que pour une file circulante, il engagea entièrement sa voiture et s'arrêta à quelques mètres de la mienne dont j'avais ralenti l'allure, incrédule.
Il s'attendait certainement à ce que moi, je recule et lui cède la place.
C'était la goutte de trop.

Je le regardai droit dans les yeux et, par des gestes polis par l'habitude, relevai le frein à main et enlevai la clé du contact sans le quitter du regard. Il avait un client, j'étais à une dizaine de mètres de ma place de parking habituelle, de chez moi. Je mis mon coude sur le rebord de la fenêtre et appuyai ma tête contre ma main, ainsi que le faisait souvent ma mère dans les embouteillages.
Je n'avais plus la force d'exprimer ma colère, aussi ne dis je pas un mot quand des riverains, des hommes aussi, vinrent essayer de me raisonner, moi, me dire de lui laisser le passage, à coups de « ils sont notoirement indisciplinés, mais sois meilleure, sois plus grande que lui, pour l'amour de Dieu », je ne parlai pas ; « n'es-tu pas pressée ? », je hochai la tête négativement ; « n'as-tu pas un repas à préparer ? », je les ignorai, continuant à regarder fixement dans ses yeux, alors qu'il klaxonnait toujours plus fort et avait l'air de vociférer, son client à l'appui ; « répondre au coup de l'âne, c'est être soi-même un âne, tu ne veux pas être une ânesse, n'est-ce pas? », ce ton infantilisant me fit presque rire… mais le coeur n'y était pas.

Après environ cinq minutes de cette rengaine, je remis le contact et, alors qu'ils avaient l'air soulagés de voir que je lâchais prise, je fis monter les vitres, pris mes bagages, éteignis le moteur, sortis et marchai en direction de chez moi, après m'être assurée d'avoir fermé les portes.

Mon mari la garera plus tard… »

Bachir Diouf a 24 ans. Après un bac littéraire au Prytanée militaire, il suit une formation en management puis en finance dans des grandes écoles à Dakar et Marseille. Il travaille actuellement dans une start-up, dans le marketing. A ses talents littéraires s'ajoute un attrait pour l'image, qui fait qu'il réalise des vidéos et des shootings photo. Ses influences littéraires vont de Balzac à Hampâté Bâ, monument de la littérature africaine, en passant par le jeune Mbougar Sarr, qui, en 2021, a gratifié le Sénégal du premier prix Goncourt de son histoire.

« Je crois que j'ai vraiment commencé à écrire en 2015. J'étais alors en classe de première. Un professeur de français m'avait fait une remarque sur mon niveau d'écriture, et m'avait comparé à l'un de mes anciens que j'admirais. Nous avons un esprit très compétitif au prytanée, alors j'ai pris cela comme un défi, et ai commencé à écrire, pour lui ressembler, voire être meilleur que lui. Et c'est de là que tout est parti.»

RÉVISION DU CODE DU TRAVAIL SENEGALAIS

Le 5 avril 2022, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité deux textes de lois complétant et révisant certaines dispositions de la loi n°97-17 du 1er décembre 1997, portant Code du Travail sénégalais. Il s'agit de la loi n°31-2021 relative à la protection de la femme en état de grossesse et de la loi n°32-2021 relative à la non-discrimination au travail.

Cette avancée majeure fait suite à la ratification de la Convention

n°183 sur la protection de la maternité par le Président de la République, Son Excellence, Monsieur Macky SALL et renforce le cadre protecteur des droits de la femme salariée.

NOS PRODUITS D'INFORMATION

Enquête nationale sur l'emploi du temps au Sénégal

Le Sénégal a mené, pour la première fois en 2021, une enquête sur l'emploi du temps. C'est une opération de collecte de données statistiques auprès des ménages pour une meilleure connaissance de l'usage que les individus font de leur temps, notamment le temps consacré aux activités non rémunérées.

En Afrique, le Sénégal fait partie des rares pays à avoir réalisé ce type d'enquête. Il fait suite à l'Ouganda (2017/2018), à l'Afrique du Sud (2000 et 2010) et au Maroc (1997 et 2012), entre autres, qui ont eu à réaliser cette enquête par le passé.

Promouvoir la participation des femmes en politique : des quotas à la parité

Ce guide est conçu pour améliorer la compréhension des obligations légales des pays de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) pour atteindre l'égalité des sexes dans la prise de décision. Il se concentre sur le renforcement des efforts visant à améliorer le cadre juridique dans la région afin de garantir que les lois soient clairement rédigées, applicables et efficaces. L'objectif est de renforcer les processus législatifs qui construisent et garantissent les droits légaux des femmes qui veulent se présenter aux élections et qui sont prêtes à occuper des postes de direction dans leurs parlements et gouvernements.

Toutes nos publications sont téléchargeables ici : ☞ **AFRICA.UNWOMEN.ORG/FR/RESSOURCES-MEDIAS/PUBLICATIONS**

Amplifiez nos **voix**. **Rejoignez**-nous sur Twitter, Facebook et Flickr :

@ONUFEMMESSN

ONU FEMMES - Programme Présence Sénégal

Immeuble N°3, SCI Diama, Ngor-Virage
B.P. 154
Dakar, SENEGAL
Tel: +221 33 869 99 70
Mail : programmesenegal@unwomen.org | Web : africa.unwomen.org